

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE



DIX-SEPTIEME CONFÉRENCE DES PARTIES (COP 17)
SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET DE LA
SEPTIEME CONFERENCE DES PARTIES AGISSANT
COMME REUNION DES PARTIES AU PROTOCOLE DE
KYOTO

Durban, Afrique du Sud

28 novembre - 09 décembre 2011

ALLOCUTION DE

Monsieur Yao Guillaume LOUKOU

Directeur de Cabinet, Ministère de l'Environnement et du
Développement Durable

Excellences, Mesdames et Messieurs les Présidents ;

Son Altesse le Prince Albert II de Monaco ;

Mesdames et Messieurs les Premiers Ministres ;

Mesdames et Messieurs les Ministres ;

Madame la Présidente de la 17^{ème} Conférence des Parties et de la 7^{ème} Conférence des Parties agissant comme Réunion des Parties au Protocole de Kyoto ;

Madame la Secrétaire Exécutive de la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques ;

Mesdames et Messieurs les délégués ;

Honorables invités ;

Mesdames et Messieurs ;

Avant tout propos, permettez-moi de m'acquitter d'un très agréable devoir, celui de vous transmettre les salutations de son Excellence Monsieur Alassane OUATARA Président de la République de Cote d'Ivoire à ses pairs présents et à tous les délégués de cette dix-septième Conférence des Parties sur les changements climatiques.

La délégation qu'il a constituée pour représenter la Côte d'Ivoire à cette importante Conférence est particulièrement honorée, d'adresser au nom du Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire ses sincères remerciements au Gouvernement et au peuple sud africain pour la qualité de l'accueil et de l'hospitalité dont elle a fait l'objet depuis son arrivée.

Madame la Présidente de la 17^{ème} Conférence des Parties ;

La délégation ivoirienne est particulièrement heureuse de vous adresser

ses vives et chaleureuses félicitations pour votre brillante élection à la Présidence de la 17^{ème} Conférence des Parties. Notre délégation, eu égard à vos qualités de négociateur et de diplomate chevronnée ne doute point de l'issue heureuse que vous contribuerez à donner à cette conférence sur le climat avec l'appui de la dynamique secrétaire exécutive de la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques.

Excellences, Mesdames et Messieurs ;

La Côte d'Ivoire, mon pays vient de sortir d'une crise socio-politique difficile au cours de laquelle, les soutiens de vos pays respectifs ne lui ont jamais manqué. Je voudrais au nom du Président de la République et de la délégation ivoirienne vous renouveler nos remerciements les plus sincères. Son Excellence Monsieur Alassane Ouattara, Président de la République de Côte d'Ivoire, conformément à sa vision a érigé dès sa prise de fonction, le domaine de l'environnement et du développement durable en priorité nationale.

Avant de poursuivre mon propos, je voudrais au nom de la délégation ivoirienne présenter nos sincères condoléances à la Conférence des Parties, à la délégation du Mali et à la famille de notre collègue et ami, Feu MAMA Konaté, négociateur chevronné trop top disparu.

Excellences, Mesdames et Messieurs ;

Abordant les enjeux de cette dix-septième Conférence des Parties, la Côte d'Ivoire s'associe aux déclarations faites par son Excellence Monsieur Meness Zenawi, Premier Ministre de la République Démocratique de l'Ethiopie au nom de l'Union Africaine, et à la déclaration faite par l'Argentine au nom du G77 et la Chine.

En Côte d'Ivoire, près de 70% de la population dépend des revenus agricoles qui sont tributaires des conditions climatiques. Aujourd'hui,

cette frange de la population est gravement affectée par les perturbations des calendriers culturels et les intermittences de la pluviométrie.

Le littoral côtier de mon pays d'environ 600 kms, qui abrite le deuxième port africain le plus important après celui de Durban et plus de la moitié des sites touristiques du pays, est menacé par la montée du niveau de la mer et par l'érosion côtière, ce qui entraîne la chute des activités touristiques et le déplacement des populations.

Excellences, Mesdames et Messieurs ;

Après la 15^e conférence des parties tenue à Copenhague en 2009, la Côte d'Ivoire a traduit son adhésion à l'accord obtenu en soumettant au secrétariat de la Convention les mesures d'atténuation appropriées préconisées au niveau national.

La Côte d'Ivoire s'est engagée à réduire significativement les émissions dans différents secteurs stratégiques dont l'agriculture et la foresterie, notamment à travers la mise en place de mécanismes REDD+ et prochainement d'un plan national d'aménagement et d'utilisation des terres.

Tous ces efforts consentis et engagements pris ne peuvent être consolidés que par un appui financier conséquent au titre de la Convention.

C'est la raison pour laquelle ma délégation en appelle instamment aux pays industrialisés en vue d'accroître leurs efforts pour une mise en œuvre effective des conclusions adoptées à Cancun notamment le Fonds Vert, le Comité permanent sur l'Adaptation et le mécanisme de technologies. Le succès des négociations à Durban passe inévitablement par une seconde période d'engagement du Protocole de Kyoto avec des niveaux d'engagement ambitieux.

Mon pays tient à réaffirmer la nécessité d'un accord sur la seconde

période d'engagement si, conscients de notre responsabilité historique commune, nous voulons sauvegarder notre planète et l'avenir de l'humanité.

Excellences, Mesdames et Messieurs ;

Je ne saurais terminer mon propos sans contribuer, au nom de la délégation de la Cote d'Ivoire, à ce qui pourrait s'appeler la déclaration de Durban.

« Notre civilisation a toujours su faire face à différents grands moments de notre histoire commune aux grands défis de la survie de notre planète et de toute l'humanité. Ce n'est donc pas en cette terre sud-africaine très accueillante, qui a su étonner le monde en 1994 entre le sommet de Rio et le protocole de Kyoto par la préservation de la paix entre les hommes, que nous faillirons à notre réputation de civilisation responsable ».

Excellences Mesdames et Messieurs ;

Sauvons donc notre planète à Durban.

Je vous remercie.